

Op voorstel van de Minister van Ruimtelijke Ordening;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor het schooljaar 2012-2013 zijn de schoolvakanties bedoeld in het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening over de volgende periodes gespreid :

- van maandag 29 oktober 2012 tot en met vrijdag 2 november 2012 (herfstvakantie);
- van maandag 24 december 2012 tot en met vrijdag 4 januari 2013 (kerstvakantie);
- van maandag 11 februari 2013 tot en met vrijdag 15 februari 2013 (krokusvakantie);
- van maandag 1 april 2013 tot en met vrijdag 12 april 2013 (paasvakantie);
- van maandag 1 juli 2013 tot en met vrijdag 30 augustus 2013 (zomervakantie).

Art. 2. De Minister bevoegd voor de Ruimtelijke Ordening wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 december 2011.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid, Ontwikkelingssamenwerking en Bevordering van het Nationaal en Internationaal Imago van Brussel,

Ch. PICQUE

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'année scolaire 2012-2013, les périodes de vacances scolaires visées par le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire s'évalent :

- du lundi 29 octobre 2012 au vendredi 2 novembre 2012 inclus (congé d'automne);
- du lundi 24 décembre 2012 au vendredi 4 janvier 2013 inclus (vacances d'hiver);
- du lundi 11 février 2013 au vendredi 15 février 2013 inclus (congé de Carnaval);
- du lundi 1^{er} avril 2013 au vendredi 12 avril 2013 inclus (vacances de printemps);
- du lundi 1^{er} juillet 2013 au vendredi 30 août 2013 inclus (vacances d'été).

Art. 2. Le Ministre qui a l'Aménagement du Territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 décembre 2011.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, Aménagement du Territoire, Monuments et Sites, Propreté publique, Coopération au Développement et Promotion de l'Image nationale et internationale de Bruxelles,

Ch. PICQUE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2012 — 3642

[2012/31785]

27 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté 2011/1267 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées modifié par les décrets des 5 février 2004, 9 juillet 2010 et 29 octobre 2010, les articles 36, 37, 38, 64 et 70;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 19 mars 2009;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé, donné le 5 octobre 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 14 décembre 2011;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget;

Vu l'avis n° 51.839/2/V du Conseil d'Etat, donné le 22 août 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2006 modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 19 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1. L'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« le Membre du Collège : le Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la politique d'aide aux personnes handicapées. »;

2. L'alinéa 7 est remplacé par ce qui suit :

« arrêté du Collège du 18 octobre 2001 : arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 6 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socio-professionnelle ».

Art. 3. Dans l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. Le dernier alinéa du § 2 est remplacé par ce qui suit : « Nonobstant les week-end et jours fériés, le centre d'hébergement assure cette prise en charge au minimum les jours ouvrables au moins pendant 16 heures. De plus, le projet collectif visé à l'article 5, point 10, du présent arrêté peut définir des périodes de fermeture, pour autant qu'une autre solution d'hébergement soit offerte par le centre d'hébergement aux personnes handicapées qui en font la demande. »;

2. Le dernier alinéa du § 3 est remplacé par ce qui suit : « Néanmoins, la capacité agréée de base d'un centre peut être dépassée de maximum 10 % pour autant que les dispositions des articles 21 à 31 du présent arrêté soient respectées. »;

3. Le § 8 est complété par ce qui suit : « Le lieu de vie autonome est obligatoirement situé en dehors du centre d'hébergement. »;

4. Le premier alinéa du § 9 est remplacé par l'alinéa suivant : « Avec l'accord de l'administration et dans le respect des normes architecturales visées aux articles 21 à 31 du présent arrêté, l'équipe pluridisciplinaire peut permettre l'accueil dans un centre de jour d'une personne handicapée hébergée dans un centre d'hébergement, au delà de la capacité agréée de base, mais au sein de la capacité maximale d'accueil. ».

Art. 4. Dans l'article 5 du même arrêté, le dernier alinéa du point 19 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour chaque membre du personnel engagé pendant la période d'agrément, le centre transmet à l'administration la copie de son contrat de travail, toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. A l'engagement, le centre exige de recevoir un extrait du casier judiciaire dont la date de délivrance ne peut être antérieure de plus de trois mois à la date de prise de fonction. Ce document figure dans le dossier individuel de chaque membre du personnel. ».

Art. 5. Dans l'article 6 du même arrêté, le point 8 est remplacé par ce qui suit :

« 8. le rapport du service régional d'incendie datant de moins de trois ans prenant en compte la capacité maximale d'accueil ou d'hébergement sollicitée. ».

Art. 6. Dans l'article 15 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'administration communique immédiatement la décision de suspension ou de retrait d'agrément au président du conseil d'administration, à la direction et aux organisations syndicales. ».

Art. 7. Dans l'article 18 du même arrêté, le point 7 est remplacé par ce qui suit :

« 7. les mesures qui sont mises en œuvre lorsqu'une personne handicapée contrevient aux règles de vie et de fonctionnement ou en cas de détérioration volontaire du matériel ou du bien mis à la disposition de la personne handicapée. ».

Art. 8. Dans l'article 19 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. Le point 3 est remplacé par ce qui suit : « 3. Le projet de prise en charge qui comprend notamment les modalités et le rythme des évaluations, les objectifs et les moyens mis en œuvre pour y parvenir. Le rythme des évaluations sera d'au minimum une fois tous les 18 mois. »;

2. Le deuxième alinéa du point 12 est remplacé par l'alinéa suivant : « Dans le cas d'une prise en charge de court séjour ou de répit, les points 3, 7 et 8 ne doivent pas être insérés. ».

Art. 9. Dans l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. le mot « annuelles » est supprimé au point 3, c);

2. le point 6, « un volet relatif aux contributions financières » est abrogé.

Art. 10. Dans l'article 15, § 3, du même arrêté, le point d) est remplacé par ce qui suit :

« d) un lavabo à eau courante dans chaque chambre sauf si l'application de cette disposition peut compromettre l'accueil de la personne handicapée. Dans ce cas, la justification de cette dérogation se trouve indiquée dans le projet collectif. ».

Art. 11. Dans l'article 29 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. les alinéas 3 et 4 du § 1^{er} sont remplacés par ce qui suit : « Sans préjudice des dispositions de l'article 24, chaque personne dispose d'un lit, d'une table de chevet, d'une chaise et d'une armoire, sauf si l'application de cette disposition peut compromettre l'accueil de la personne handicapée. Dans ce cas, la justification de cette dérogation se trouve indiquée dans le projet collectif. ».

Chaque couple dispose soit d'un lit pour deux personnes d'au moins 140 cm, soit de deux lits individuels, de deux tables de chevet et d'une armoire, sauf si l'application de cette disposition peut compromettre l'accueil de la personne handicapée. Dans ce cas, la justification de cette dérogation se trouve indiquée dans le projet collectif. ».

2. Les alinéas 1^{er} à 4 du § 3 sont remplacés par ce qui suit :

« Les dispositions des articles 25, 26, 27 et 29, paragraphe 1^{er}, alinéa 4 et paragraphe 2 du présent arrêté ne s'appliquent pas aux lieux de vie autonome du centre d'hébergement. ».

Les locaux des lieux de vie autonome n'entrent pas en considération dans les calculs de nombre et de surface repris à l'article 29 du présent arrêté.

Les chambres des lieux de vie autonome ne peuvent accueillir qu'une personne ou un couple. Ceux-ci peuvent être accompagnés de leurs enfants en vue du maintien des liens familiaux. ».

Art. 12. Dans l'article 30 du même arrêté, le terme « passif » est abrogé.

Art. 13. L'article 31 du même arrêté est abrogé.

Art. 14. Dans l'article 34 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. le dernier alinéa du point b) du § 2 est remplacé par ce qui suit : « Elle est attribuée à partir du 1^{er} janvier qui suit la date de prise d'effet de la convention personnalisée à condition que celle-ci précise les prestations paramédicales accordées. ».

2. le 2^e alinéa du point d) est remplacé par ce qui suit : « Elle est attribuée à partir du 1^{er} janvier qui suit la date de prise d'effet de la convention personnalisée à condition que celle-ci prévoit la prise en charge de jour en centre d'hébergement. ».

3. le point g) du § 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Elle est attribuée à partir du 1^{er} janvier qui suit la date de prise d'effet de la convention personnalisée. ».

4. Le dernier alinéa du point *h*) du § 2 est remplacé par ce qui suit : « Si au cours d'une période de deux années civiles, le taux d'occupation annuel moyen de ces places n'atteint pas 60 %, la nouvelle norme d'encadrement de l'année suivante établie pour ces places au sein du centre concerné est calculée au prorata de ce taux d'occupation sans pour autant que cette disposition ne se cumule avec l'application de l'article 10, § 3, alinéa 2, du présent arrêté. ».

5. Un § 4, rédigé comme suit est inséré : « Pour une capacité agréée de base inchangée, un centre dont les normes d'encadrement sont déterminées en fonction de l'alinéa précédent garde le bénéfice de la disposition si une variation des éléments servant à déterminer la norme individuelle supplémentaire (NIS), la norme individuelle vacances (NIV), la norme individuelle vieillissement (NIVL), la norme individuelle complémentaire (NIC), la norme individuelle motrice (NIM) ou la norme individuelle complémentaire de besoins vitaux (NIBV) provoque une diminution injustifiée de la norme. ».

Art. 15. Dans l'article 37 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans le § 1^{er}, les mots « du présent article » sont remplacés par les mots « du présent arrêté »;
2. le point *a*) du § 3 est remplacé par ce qui suit : « *a*) La norme individuelle de base technique (NIB T).

Cette norme garantit le bon fonctionnement du centre en permettant l'approvisionnement et la confection des repas, le nettoyage, l'entretien et la réparation des locaux, le nettoyage, l'entretien et la réparation du matériel et le transport.

Si au sein d'une même asbl sont agréés au moins un centre de jour et un centre d'hébergement, la norme individuelle de base technique en centre de jour est diminuée de 3/8^e pour chaque personne handicapées fréquentant à la fois un centre de jour et un centre d'hébergement.

La norme individuelle de base est multipliée par la capacité agréée de base du centre.

Elle est distincte pour les places réservées aux prises en charge légères. L'octroi de cette norme spécifique exclut l'octroi de toute autre norme reprise sous les points *b*) et *c*) du présent paragraphe. »;

3. le dernier alinéa du point *d*) du § 3 est remplacé par ce qui suit : « *d*) Si au cours d'une période de deux années civiles, le taux d'occupation annuel moyen de ces places n'atteint pas 60 %, la nouvelle norme d'encadrement de l'année suivante établie pour ces places au sein du centre concerné est calculée au prorata de ce taux d'occupation sans pour autant que cette disposition ne se cumule avec l'application de l'article 10, § 3, alinéa 2 du présent arrêté. ».

4. Le § 4 est complété par ce qui suit : « Elle est distincte pour les places réservées aux prises en charge légères. ».

Art. 16. Dans l'article 38 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans le § 1^{er}, les mots « du présent article » sont remplacés par les mots « du présent arrêté »;
2. le dernier alinéa du § 2 est remplacé par ce qui suit : « Si au cours d'une période de deux années civiles, le taux d'occupation annuel moyen de ces places n'atteint pas 60 %, la nouvelle norme d'encadrement de l'année suivante établie pour ces places au sein du centre concerné est calculée au prorata de ce taux d'occupation sans pour autant que cette disposition ne se cumule avec l'application de l'article 10, § 3, alinéa 2 du présent arrêté. ».

Art. 17. Dans l'article 39 du même arrêté, le deuxième alinéa du § 2, est remplacé par ce qui suit :

« La modification des besoins spécifiques d'encadrement des personnes handicapées d'un centre est établie sur base du résultat présentant les besoins d'encadrement les plus favorables au centre. Dans les limites du budget disponible, elle entraîne la révision des normes d'encadrement concernées du centre à partir du 1^{er} janvier suivant. A cette fin, un coefficient réducteur peut être appliqué sur les normes d'encadrement. ».

Art. 18. Dans l'article 40 du même arrêté, le § 2 est supprimé et le § 3 devient le § 2.

Art. 19. Dans l'article 42 du même arrêté, le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit : « Ces subventions ne peuvent être utilisées pour couvrir d'autres charges que celles pour lesquelles elles sont destinées, hormis les dispositions prévues aux articles 51 et 57bis du présent arrêté. ».

Art. 20. L'article 43 du même arrêté est complété par ce qui suit : « , ainsi que de la dispense de versement du précompte professionnel à condition que ces montants soient réinvestis dans des frais de personnel. ».

Art. 21. Dans l'article 45 du même arrêté, les modifications suivante sont apportées :

1. le § 1^{er} est complété par la phrase suivante :
« Sur demande justifiée, l'Administration peut accorder un délai complémentaire de maximum 3 mois. ».
2. dans le § 2, la phrase commençant par les mots « concernant la subvention pour frais de personnel » et finissant par les mots « le relevé des présences réelles des personnes handicapées accueillies ou hébergées, y compris pendant les week-end, les vacances et les jours fériés légaux » est remplacée par ce qui suit :
« Concernant la subvention pour frais de personnel :
 - les comptes individuels de tous les travailleurs ventilés par agrément et par fonction;
 - un détail des doubles pécules de tous les travailleurs ventilés par agrément et par fonction pour l'exercice qui suit celui pour lequel la subvention annuelle est déterminée;
 - l'attestation C 450bis émanant de l'ONSS;
 - l'attestation prouvant le paiement du précompte professionnel;
 - le décompte définitif de l'assurance-loi;
 - pour chaque accident de travail ayant donné lieu à une indemnisation, une photocopie de la déclaration transmise par le centre;
 - le décompte des indemnités versées en cas de dédommagement à la suite d'un accident de travail;
 - le décompte définitif de la médecine du travail;
 - la liste des bénéficiaires de l'indemnité complémentaire de prépension accompagnée du compte individuel de chaque intéressé. ».

Art. 22. Dans l'article 46 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1^{er}, les mots : « sur une période maximale de 12 mois et après concertation avec la direction du centre » sont ajoutés après les mots : « elle récupère ».

2. au 2^e alinéa, les mots « en vigueur cette année » sont abrogés.

Art. 23. L'article 49 du même arrêté est abrogé.

Art. 24. Dans l'article 50 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. au § 1^{er}, les mots : « y compris la nourriture entérale et le matériel indispensable à son absorption ainsi que les substituts alimentaires » sont ajoutés après le mot : « alimentation »;

2. les §§ 3, 4 et 5 sont abrogés et les §§ 6 et 7 deviennent les §§ 3 et 4.

Art. 25. Dans même arrêté, il est inséré une annexe 10 qui est jointe en annexe du présent arrêté.

Art. 26. L'article 55 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 55. La subvention pour frais de personnel est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I^{re} NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM.

Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM de l'arrêté NM. A ces barèmes s'ajoute l'allocation Foyer-Résidence déterminée selon les principes fixés par le point 9 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.

Au montant ainsi obtenu est ajouté un taux de charges patronales plafonné à celui repris à l'annexe 10 du présent arrêté.

Ce taux de charges patronales couvre les points 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 et 11 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.

Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum pour couvrir les frais justifiés de formation et de supervision du personnel subventionné.

Si après analyse du dossier justificatif, il est constaté que le taux de charges patronales est inférieur ou égal de 4 % à celui fixé à l'annexe 10 du présent arrêté, l'administration peut réduire ce taux de 4 % maximum. Le nouveau taux est d'application à partir du 1^{er} janvier qui suit la date de notification par l'administration au centre.

Su après analyse du dossier justificatif, il est constaté que le taux de charges patronales est supérieur de 4 % à celui fixé à l'annexe 10 du présent arrêté, le membre du Collège peut, sur proposition de l'administration, octroyer une dérogation à partir du 1^{er} janvier qui suit la date de notification du nouveau taux. L'augmentation doit être justifiée soit par une augmentation de 25 % au moins de la proportion de personnes évaluées en C soit par un changement de palier du taux d'occupation du centre durant les week-ends, les vacances et les jour fériés.

Pour les centres agréés après le 1^{er} janvier 2011, le taux de charges patronales correspond à la moyenne des taux de charges patronales du même type d'agrément. Si le nouveau centre accueille ou héberge au moins 75 % de personnes évaluées en C, il bénéficie du taux moyen des centres qui accueillent ou hébergent au moins 75 % de personnes évaluées en C.

Le supplément de salaire pour les prestations effectuées la nuit entre 20 heures et 6 heures pris en compte dans la subvention pour frais de personnel est fixé à un plafond annuel de 4 545 heures pour un centre dont la capacité agréée de base hors prises en charges légères est inférieure ou égale à 25 et dont moins de 25 % des personnes handicapées sont évaluées en catégorie C.

La subvention pour frais de personnel est limitée aux membres du personnel repris dans le cadastre du personnel subventionné validé par le centre. A cet effet, l'Administration communique à chaque centre pour le 15 février de l'année suivante un tableau reprenant l'ensemble du personnel subventionné et non subventionné. Le centre valide ce document pour le 15 mars au plus tard.

Si lors de l'engagement d'un nouveau travailleur au sein de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale, l'ancienneté moyenne de cette équipe au sein du centre déterminée, en fonction des équivalents temps plein subventionnés, la veille de l'engagement de ce nouveau travailleur est supérieure à 10 ans, la subvention pour frais de personnel de celui-ci est plafonnée au coût correspondant à un travailleur avec 5 années d'ancienneté maximum. Si ce nouveau travailleur exerce une fonction de chef-éducateur, d'éducateur chef de groupe ou de licencié en psychologie, la subvention pour frais de personnel est plafonnée au coût correspondant à un travailleur avec 10 années d'ancienneté maximum.

On entend par nouveau travailleur, une personne dont les prestations dans le cadre de son contrat de travail précédent n'ont pas été subventionnées sur base du décret du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées. ».

Art. 27. Dans l'article 57 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « § 1^{er}. En ce qui concerne le personnel médical, la subvention prend en compte :

- les activités des médecins ayant conclu une convention de collaboration avec une ASBL dont dépend au moins un centre;

- les activités des médecins engagés sous contrat de travail avant le 1^{er} janvier 2003;

- le personnel médical qui entre en fonction à partir du 1^{er} janvier 2003 est subventionné sur base d'un ETP dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 37 heures selon les montants maxima suivants :

30,85 € pour le médecin généraliste;

40,92 € pour le médecin spécialiste. »;

2. un § 4 rédigé de la façon suivante est inséré : « § 4. La subvention prend en compte une indemnité octroyée aux directeurs subventionnés.

Elle est accordée comme suit :

a) les directeurs porteurs d'un diplôme universitaire ou assimilé au 31 décembre 2000, perçoivent une indemnité de 5 % calculée sur la base de leur rémunération annuelle brute;

b) les directeurs qui ne sont pas porteurs d'un diplôme universitaire, perçoivent une indemnité correspondant à la différence entre leur barème et le barème d'un directeur universitaire. »;

3. un § 5 rédigé de la façon suivante est inséré : « § 5. La subvention est augmentée des frais de comptabilité à condition que la norme comptable prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an. »;

4. un § 6 rédigé de la façon suivante est inséré : « § 6. La subvention est augmentée des frais de secrétariat social ou des frais de prestataires de service en matière de gestion des rémunérations et salaires reconnus par l'Office national de Sécurité sociale et à condition que la norme de l'équipe administrative prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an. »;

5. un § 7 rédigé de la façon suivante est inséré : « § 7. La subvention est augmentée des frais de blanchisserie à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an. »;

6. un § 8 rédigé de la façon suivante est inséré : « § 8. La subvention est augmentée des frais de préparation de repas à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an. ».

Art. 28. Dans le même arrêté, il est inséré un article 57bis rédigé comme suit : « Art. 57bis. Les frais admissibles au niveau de la subvention pour frais de personnel peuvent justifier la subvention pour frais généraux visés à la section 2 du présent arrêté. ».

Art. 29. Dans l'article 60 du même arrêté, le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les montants prévus à l'article 59 sont diminués pour tenir compte du nombre de jours d'absence ouvrables du mois suivants :

a) les jours d'absences justifiés par le bénéficiaire ou ses parents ou ceux qui en ont la charge à raison d'un maximum de 12 jours ouvrables par année civile;

b) les jours d'absence justifiés par un certificat médical;

c) les jours d'absence justifiés par un certificat d'hospitalisation;

d) les jours d'absences justifiés par une décision judiciaire;

e) les jours d'absence justifiés tels qu'énumérés aux articles 29 et 30 de la loi du 30 juillet 1978 relative aux contrats de travail, telle que modifiée, avec un maximum de 10 jours ouvrables;

f) les jours d'absence pour les vacances à raison de maximum 24 jours ouvrables par année civile pour les adultes non scolarisés et à raison des vacances scolaires pour les autres;

g) les jours d'absence justifiés par un événement collectif entraînant l'impossibilité de se rendre au centre moyennant l'accord de l'administration;

h) les jours de fermeture du centre résultant du report d'un jour férié légal;

i) les journées pédagogiques prévues dans le projet collectif du centre,

selon la formule suivante : $A - 90 \% \text{ de } A \times B/C$;

j) les jours d'absence dans le mois au cours duquel la convention de prestation personnalisée débute ou s'achève, selon la formule suivante : $A - 100 \% \text{ de } A \times B/C$

où

A = la contribution financière prévue à l'article 59;

B = le nombre de jours d'absence ouvrables du mois tels que précisés au présent article;

C = le nombre de jours ouvrables du mois considéré. ».

Art. 30. Dans l'article 62 du même arrêté, le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les montants prévus à l'article 61 sont diminués pour tenir compte du nombre de jours d'absence ouvrables du mois suivants :

a) les jours d'absences justifiés par le bénéficiaire ou ses parents ou ceux qui en ont la charge à raison d'un maximum de 12 jours par année civile;

b) les jours d'absence justifiés par un certificat médical;

c) les jours d'absence justifiés par un certificat d'hospitalisation;

d) les jours d'absences justifiés par une décision judiciaire;

e) les jours d'absence justifiés tels qu'énumérés aux articles 29 et 30 de la loi du 30 juillet 1978 relative aux contrats de travail, telle que modifiée, avec un maximum de 10 jours ouvrables;

f) les jours d'absence justifiés par un événement collectif entraînant l'impossibilité de se rendre au centre moyennant l'accord de l'administration;

g) les jours d'absence pendant les week-end et les jours fériés, le week-end s'étendant du vendredi à 19 heures au lundi à 7 heures et le jour férié s'étendant de la veille à 19 heures au lendemain à 7 heures;

h) les jours d'absence durant les périodes de vacances scolaires pour la personne handicapée âgée de moins de 21 ans ou âgée de plus de 21 ans et scolarisée;

i) les jours d'absences pour vacances de la personne handicapée à partir de 21 ans et non scolarisée à raison de maximum 24 jours ouvrables par année civile;

j) les journées de fermeture du centre résultant du report d'un jour férié légal,

selon la formule suivante : $A - 90 \% \text{ de } A \times B/C$;

k) les jours d'absence dans le mois au cours duquel la convention de prestation personnalisée débute ou s'achève,

selon la formule suivante : $A - 100 \% \text{ de } A \times B/C$

où

A = la contribution financière prévue à l'article 61;

B = le nombre de jours d'absence ouvrables du mois tels que précisés au présent article;

C = le nombre de jours ouvrables du mois considéré. ».

Art. 31. Dans l'article 65 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « § 1^{er} : Aucun supplément à la contribution financière ne peut être exigé pour couvrir les frais de personnel, de fonctionnement et d'accueil excepté le remboursement des frais liés à la détérioration du matériel ou du bien mis à la disposition de la personne handicapée. »;

2. le § 2 est complété par ce qui suit : « h) les séjours de vacances aux conditions prévues dans la convention personnalisée. ».

Art. 32. Dans l'annexe 2 du même arrêté relative aux dépenses admissibles pour la justification de la subvention pour frais généraux et de la subvention pour frais personnalisés des centres de jour (C.J.) et des centres d'hébergement (C.H.), les modifications suivantes sont apportées :

« SUBVENTION POUR FRAIS PERSONNALISES

| 1 | Soins | CJ | CH |
|---|--|----|----|
| | Services extérieurs de toilette et de soins | X | X |
| 9 | Informatique | | |
| | Entretien et réparations matériel informatique (yc les adaptations électroniques ou non) | X | X |
| | Fournitures informatiques (yc les adaptations électroniques ou non) | X | X |

SUBVENTION POUR FRAIS GENERAUX

7. Entretien et réparations

Achat, entretien et réparations mobilier

Achat, entretien et réparations matériel de bureau

Achat, entretien et réparations matériel informatique

Achat, entretien et réparations matériel roulant.

12. Autres charges d'exploitation

Autres taxes et redevances ».

Art. 33. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013 à l'exception de l'article 14, points 1, 2 et 3, qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2012.

Art. 34. Le membre du Collège compétent en matière de politique d'aide aux personnes handicapées est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 septembre 2012.

Par le Collège,

Ch. DOULKERIDIS,
Président du Collège

E. HUYTEBROECK,
Membre du Collège en charge de
la Politique d'Aide aux Personnes handicapées

« Annexe 1^{re} de l'arrêté 2011/1267 du 27 septembre 2012 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées

Annexe 10 de l'arrêté du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées »

| Centre | Agrément | Taux de charges patronales |
|-----------------------|----------|----------------------------|
| CENTRE ESPOIR ET JOIE | CHA | 74,76 % |
| CENTRE PIERRE JURDANT | CHA | 63,78 % |
| CEP FOUGERES | CHA | 69,56 % |
| CEP FREESIAS | CHA | 66,33 % |
| CLC BOIS DE SAPIN | CHA | 63,83 % |

| Centre | Agrément | Taux de charges patronales |
|------------------------|----------|----------------------------|
| FACERE | CHA | 71,37 % |
| FARRA DERBY | CHA | 71,06 % |
| FOYER AURORE | CHA | 63,42 % |
| HADEP | CHA | 65,02 % |
| HAMA I | CHA | 64,73 % |
| HAMA II | CHA | 68,64 % |
| HAMA III | CHA | 67,54 % |
| IRSA (AUBIER) | CHA | 69,01 % |
| LA BASTIDE | CHA | 67,56 % |
| LES BOLETS | CHA | 69,50 % |
| MAISON DU TROPIQUE | CHA | 67,30 % |
| RESIDENCE LA FORET | CHA | 69,25 % |
| | | |
| | | |
| | | |
| CENTRE ARNAUD FRAITEUR | CHE | 64,73 % |
| CHAPELLE DE BOURGOGNE | CHE | 63,16 % |
| CITE JOYEUSE | CHE | 64,77 % |
| CLC LES WEIGELIAS | CHE | 66,06 % |
| CREB OISEAU BLEU | CHE | 69,49 % |
| INSTITUT DECROLY | CHE | 62,72 % |
| IRAHM | CHE | 64,54 % |
| IRSA | CHE | 62,62 % |
| LA CLE | CHE | 64,36 % |
| LA PASSERELLE | CHE | 68,58 % |
| LE NID MARCELLE BRIARD | CHE | 74,47 % |
| LES CAILLOUX | CHE | 65,80 % |
| WAR MEMORIAL | CHE | 57,23 % |
| | | |
| | | |
| | | |
| ANAIS | CJA | 50,03 % |
| CENTRE ESPOIR ET JOIE | CJA | 53,23 % |
| CEP FOUGERES | CJA | 52,87 % |
| CLC LES PLATANES | CJA | 51,92 % |
| FACERE | CJA | 51,15 % |
| FARRA DERBY | CJA | 52,81 % |
| FARRA FORET | CJA | 53,85 % |
| IRSA (AUBIER) | CJA | 49,85 % |
| LA BASTIDE | CJA | 51,74 % |
| LA BRAISE | CJA | 52,13 % |
| LA FAMILLE | CJA | 50,64 % |
| LA FORESTIERE | CJA | 52,09 % |
| LA FORET | CJA | 53,05 % |
| LE GRAIN | CJA | 51,91 % |
| LE PRETEXTE | CJA | 51,28 % |
| LES TROPIQUES | CJA | 49,92 % |
| LES VRAIES RICHESSES | CJA | 51,66 % |
| SESAME | CJA | 52,93 % |

| Centre | Agrément | Taux de charges patronales |
|------------------|----------|----------------------------|
| | | |
| | | |
| | | |
| CREB EVEIL | CJE | 51,69 % |
| CREB SOLIDARITAS | CJE | 51,49 % |
| GRANDIR | CJE | 50,73 % |
| | | |
| | | |

Vu pour être annexé à l'arrêté 2011/1267 du 27 septembre 2012 modifiant l'arrêté du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Ch. DOULKERIDIS,
Président du Collège.

E. HUYTEBROECK,
Membre du Collège en charge de
la Politique d'Aide aux Personnes handicapées

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2012 — 3642

[2012/31785]

27 SEPTEMBER 2012. — Besluit 2011/1267 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2006 betreffende de erkenning van en de toelagen aan dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen

Het College,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van personen met een handicap en hun inschakeling in het arbeidsproces, gewijzigd door de decreten van 5 februari 2004, 9 juli 2010 en 29 oktober 2010, artikelen 36, 37, 38, 64 en 70;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2006 betreffende de erkenning van en de toelagen aan dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen gewijzigd door het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 maart 2009;

Gelet op het advies van de afdeling « Gehandicapte personen » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, gegeven op woensdag 5 oktober 2011;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 december 2011;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met de Begroting;

Gelet op advies nr. 51.839/2/V van de Raad van State, gegeven op woensdag 22 augustus 2012, in toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van het Collegelid belast met het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2006 gewijzigd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 maart 2009 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. Lid 5 wordt vervangen door het geen volgt :

« Het Collegelid : het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap »;

2. Lid 7 wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Besluit van het College van 18 oktober 2001 : besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van diverse wetten betreffende de toelagen toegekend in de gezondheids- en de welzijnssectoren en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling. »

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. Het laatste lid van § 2 wordt vervangen door hetgeen volgt : « Uitgezonderd tijdens het weekend en op feestdagen belast het verblijfscentrum zich minstens tijdens de werkdagen met deze opdracht ten minste gedurende 16 uur. Bovendien kan het in artikel 5, punt 10 van dit besluit bedoelde collectief project sluitingsperiodes bepalen, voor zover het verblijfscentrum een andere oplossing biedt voor de gehuisveste personen met een handicap die erom verzoeken. »;

2. Het laatste lid van § 3 wordt vervangen door hetgeen volgt : « Niettemin kan de erkende basiscapaciteit van een centrum met maximaal 10 % worden overschreden mits inachtneming van de bepalingen van artikelen 21 tot 31 van dit besluit. »

3. § 8 wordt aangevuld met hetgeen volgt : « De autonome leefruimte moet buiten het opvangcentrum gelegen zijn. »

4. Het eerste lid van § 9 wordt vervangen door het volgende lid : « Mits het akkoord van de administratie en met inachtneming van de architecturale normen bedoeld in artikelen 21 tot 31 van dit besluit, kan het multidisciplinair team de opvang in een dagcentrum toestaan, buiten de erkende basiscapaciteit maar binnen de maximale opvangcapaciteit, van een persoon met een handicap die in een verblijfscentrum verblijft waarmee het dagcentrum de infrastructuur deelt. »

Art. 4. In artikel 5 van hetzelfde besluit wordt het laatste lid van punt 19 vervangen door het volgende lid :

« Voor elk personeelslid dat tijdens de erkenningsperiode in dienst genomen wordt, bezorgt het centrum een kopie van het arbeidscontract aan de administratie, evenals ieder bewijs dat het personeelslid voldoet aan de reglementaire voorwaarden betreffende zijn functie en zijn anciënniteit. Bij de indienstneming eist het centrum een uittreksel uit het strafregister, waarvan de afgifte datum niet meer dan drie maanden aan de indiensttredingsdatum mag voorafgaan. Dit document maakt deel uit van het persoonlijk dossier van elk personeelslid. »

Art. 5. In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt punt 8 vervangen door hetgeen volgt :

« 8. het verslag van de gewestelijke brandweerdienst dat minder dan drie jaar oud is en dat met de aangevraagde maximale opvang- of verblijfs capaciteit rekening houdt. »

Art. 6. In artikel 15 van hetzelfde besluit wordt lid 2 vervangen door hetgeen volgt :

« De administratie deelt de beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning onverwijld mee aan de voorzitter van de raad van bestuur, aan de directie en aan de vakbondsorganisaties. »

Art. 7. In artikel 18 van hetzelfde besluit wordt punt 7 vervangen door hetgeen volgt :

« 7. de maatregelen die worden toegepast wanneer een persoon met een handicap de leef- en werkingsregels overtreedt of in het geval van beschadiging van het materiaal of het goed dat aan de persoon met een handicap ter beschikking wordt gesteld. »

Art. 8. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. Punt 3 wordt vervangen door hetgeen volgt : « 3. het zorgplan dat meer bepaald de modaliteiten voor de frequentie van de evaluaties omvat, evenals de doelstellingen en de aangewende middelen om ze te bereiken. De evaluaties zullen minstens een keer om de 18 maanden plaatsvinden. »;

2. Het tweede lid van punt 12 wordt vervangen door het volgende lid : « Ingeval van een korte verblijfsopvang of respijtopvang moeten de punten 3, 7 en 8 niet worden ingevoegd. »

Art. 9. In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. het woord « jaarlijkse » wordt geschrapt in punt 3, c);

2. in punt 6 worden de woorden « een luik voor de financiële bijdragen » geschrapt.

Art. 10. In artikel 25, § 3, van hetzelfde besluit wordt punt d) vervangen door hetgeen volgt :

« d) een wastafel met stromend water per kamer, tenzij de toepassing van deze bepaling de opvang van de persoon met een handicap in het gedrang kan brengen. In dit geval wordt de reden van de afwijking aangeduid in het collectieve project. »

Art. 11. In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. lid 3 en 4 van § 1 worden vervangen door hetgeen volgt : « Onverminderd de bepalingen van artikel 24, beschikt elke persoon over een bed, een nachtkastje, een stoel en een kast, tenzij de toepassing van deze bepaling de opvang van de persoon met een handicap in het gedrang brengt. In dit geval wordt de reden van de afwijking aangeduid in het collectieve project. Elk koppel beschikt over hetzij een tweepersoonsbed van minstens 140 cm, hetzij over twee eenpersoonsbedden, twee nachtafeltes en een kast, tenzij de toepassing van deze bepaling de opvang van de persoon met een handicap in het gedrang brengt. In dit geval wordt de reden van de afwijking aangeduid in het collectieve project. »;

2. lid 1 en 4 van § 3 worden vervangen door hetgeen volgt :

« De bepaling van artikelen 25, 26, 27 en 29, paragraaf 1, lid 4 en paragraaf 2 van dit besluit zijn niet van toepassing op de autonome leefruimten van het opvangcentrum. De lokalen van de autonome leefruimten worden niet in aanmerking genomen voor de berekeningen van het aantal en de oppervlakte bepaald in artikel 29 van dit besluit. In de kamers van de autonome leefruimten mag slechts één persoon of één koppel verblijven. Met het oog op het behoud van de gezinsband mogen zij van hun kinderen vergezeld zijn. »

Art. 12. In artikel 30 van hetzelfde besluit wordt het woord « passief » geschrapt.

Art. 13. Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

Art. 14. In artikel 34 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. het laatste lid van punt b) van § 2 wordt vervangen door hetgeen volgt : « Ze wordt toegekend vanaf 1 januari volgend op de datum van inwerkingtreding van de gepersonaliseerde overeenkomst, op voorwaarde dat de verleende paramedische prestaties hierin worden verduidelijkt. »

2. Lid 2 van punt d) wordt vervangen door hetgeen volgt : « Ze wordt toegekend vanaf 1 januari volgend op de datum van inwerkingtreding van de gepersonaliseerde overeenkomst, op voorwaarde dat de gepersonaliseerde overeenkomst de opvang overdag in een verblijfscentrum voorziet. »

3. Punt g) van § 2 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt : « Ze wordt toegekend vanaf 1 januari volgend op de datum van inwerkingtreding van de gepersonaliseerde overeenkomst. »

4. Het laatste lid van punt h) van § 2 wordt vervangen door hetgeen volgt : « Indien na een periode van twee kalenderjaren de gemiddelde jaarlijkse bezettingsgraad van de periode van twee kalenderjaren de gemiddelde jaarlijkse bezettingsgraad van de plaatsen voor korte verblijfsopvang of respijtopvang lager ligt dan 60 %, dan wordt de nieuwe begeleidingsnorm voor deze plaatsen binnen het centrum her jaar daarop berekend in verhouding tot deze bezettingsgraad, zonder dat deze bepaling samengenomen kan worden met de toepassing van artikel 10, § 3, lid 2, van dit besluit. »

5. Een § 4 opgesteld als volgt wordt ingevoegd : « Bij een ongewijzigde erkende basiscapaciteit behoudt een centrum, waarvan de begeleidingsnormen zijn vastgelegd op grond van het vorige lid, het voordeel van de bepaling indien een verandering van de elementen op grond van dewelke de supplementaire individuele norm (SIN), de individuele vakantienorm (IVN), de individuele verouderingsnorm (IVRN), de individuele complementaire norm (ICN),

de individuele motorische norm (IMN) of de complementaire individuele norme van vitale behoeften (CIVB) worden bepaald, tot een ongerechtvaardigde vermindering van de norm leidt. »

Art. 15. In artikel 37 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1 worden woorden « van dit artikel » vervangen door de woorden « van dit besluit ».

2. punt *a*) van § 3 wordt vervangen door hetgeen volgt : « *a*) de technisch individuele basisnorm (T IBN). Deze norm waarborgt de goede werking van het centrum door de bevoorrading en bereiding van de maaltijden, de reiniging, het onderhoud en de herstelling van lokalen, alsook de reiniging, het onderhoud en de herstelling van het materiaal en het transport mogelijk te maken. Indien binnen eenzelfde VZW minstens een dagcentrum en een verblijfscentrum zijn erkend, dan wordt de technisch individuele basisnorm van het dagcentrum met 3/8e verminderd voor elke persoon met een handicap die zowel in het dagcentrum als het verblijfscentrum wordt opgevangen. De individuele basisnorm wordt met de erkende basiscapaciteit van het centrum vermenigvuldigd. De norm verschilt voor de plaatsen gereserveerd voor lichte opvang. De toekenning van deze specifieke norm sluit de toekenning uit van elke andere norm vermeld in de punten *b*) en *c*) van deze paragraaf. »

3. het laatste lid van punt *d*) van § 3 wordt vervangen voor hetgeen volgt : « *d*) Indien na een periode van twee kalenderjaren de gemiddelde jaarlijkse bezettingsgraad van die plaatsen lager ligt dan 60 %, dan wordt de nieuwe begeleidingsnorm voor deze plaatsen binnen het centrum voor het jaar daarop berekend in verhouding tot deze bezettingsgraad, zonder dat deze bepaling samengenomen kan worden met de toepassing van artikel 10, § 3, lid 2, van dit besluit. »

4. § 4 wordt aangevuld met hetgeen volgt : « De norm verschilt voor de plaatsen gereserveerd voor lichte opvang. »

Art. 16. In artikel 38 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1 worden de woorden « van dit artikel » vervangen door de woorden « van dit besluit ».

2. Het laatste lid van § 2 wordt vervangen door hetgeen volgt : « *d*) Indien na een periode van twee kalenderjaren de gemiddelde jaarlijkse bezettingsgraad van die plaatsen lager ligt dan 60 %, dan wordt de nieuwe begeleidingsnorm voor deze plaatsen binnen het centrum voor het jaar daarop berekend in verhouding tot deze bezettingsgraad, zonder dat deze bepaling samengenomen kan worden met de toepassing van artikel 10, § 3, lid 2, van dit besluit. »

Art. 17. In artikel 39 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid van § 2 vervangen door hetgeen volgt :

« De wijziging van de specifieke begeleidingsbehoeften van de gehandicapte personen van een centrum wordt vastgesteld op basis van het resultaat van de voor het centrum meest gunstige begeleidingsbehoeften. Binnen de beperkingen van de beschikbare begroting heeft ze de herziening tot gevolg van de betrokken begeleidingsnormen van het centrum vanaf 1 januari van het volgende jaar. In dit opzicht kan op de normverhogingen een reductiecoëfficiënt worden toegepast. »

Art. 18. In artikel 40 van hetzelfde besluit wordt § 2 geschrapt en wordt § 3 veranderd in § 2.

Art. 19. In artikel 42 van hetzelfde besluit wordt het laatste lid vervangen door hetgeen volgt :

« Deze toelagen mogen niet worden gebruikt om andere kosten te dekken dan deze waarvoor ze zijn bestemd, uitgezonderd de bepalingen bepaald in artikelen 51 en 57bis van dit besluit. »

Art. 20. Artikel 43 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met hetgeen volgt :

« alsook de vrijstelling van de doorstorting van bedrijfsvoorheffing op voorwaarde dat die bedragen in de personeelskosten worden geïnvesteerd. »

Art. 21. In artikel 45 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. § 1. wordt aangevuld met de volgende zin :

« Op grond van een gemotiveerd verzoek kan de administratie een bijkomende termijn van maximaal 3 maanden toekennen. »

2. in § 2 wordt de zin beginnende met « Wat de subsidie voor persoonlijke kosten betreft » en eindigende met « de staat van de werkelijke aanwezigheid van de gehandicapte personen die worden opgevangen of gehuisvest, inclusief tijdens het weekend, de vakantie en op wettelijke feestdagen » vervangen door hetgeen volgt :

« Wat de toelage voor persoonlijke kosten betreft :

- de individuele rekening van alle werknemers uitgesplitst per erkenning en per functie;
- een overzicht van het dubbel vakantiegeld van alle werknemers uitgesplitst per erkenning en per functie voor het begrotingsjaar volgende op het begrotingsjaar waarvoor de jaarlijkse toelage is bepaald;
- het C 450bis-attest van de RSZ;
- het attest dat de betaling van de bedrijfsvoorheffing bewijst;
- de eindafrekening van de wetsverzekering;
- voor ieder arbeidsongeval dat aanleiding heeft gegeven tot een schadevergoeding, een fotokopie van de door het centrum gedane aangifte;
- de afrekening van de gestorte vergoedingen bij schadeloosstelling naar aanleiding van een arbeidsongeval;
- de eindafrekening van de arbeidsgeneeskunde;
- de lijst van de personen die de aanvullende prepensioenvergoeding genieten samen met de individuele rekening van elke betrokkene. »

Art. 22. In artikel 46 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in lid 1 worden de woorden : « over een maximumperiode van 12 maanden en na overleg met de directie van het centrum » toegevoegd na de woorden « recupeert het »;

2. in het 2e lid worden de woorden « die dat jaar geldt » geschrapt.

Art. 23. Artikel 49 van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

Art. 24. In artikel 50 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in lid 1 worden de woorden « Voeding, met inbegrip van enterale voeding en het benodigde materiaal voor de opname ervan, alsook voedselvervangers » toegevoegd na het woord « voeding »;
2. §§ 3, 4 en 5 worden geschrapt en §§ 6 en 7 worden §§ 3 en 4.

Art. 25. Aan hetzelfde besluit wordt een bijlage 10 toegevoegd, die als bijlage bij dit besluit is gevoegd.

Art. 26. Artikel 55 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 55. De toelage voor personeelskosten wordt berekend op basis van de in bijlage I NM van het NM-besluit vastgelegde barema's op basis van de in bijlage IV NM van het NM-besluit vastgelegde anciënniteit. De baremaschalen die met iedere functie overeenstemmen, zijn vastgelegd in bijlage II NM van het NM-besluit. De betoelaagde functies en de specifieke toegangsvoorwaarden voor die functies zijn vastgelegd in bijlage III NM-besluit.

Deze barema's worden aangevuld met de haard- of standplaatstoelage die wordt bepaald volgens de principes die zijn vastgelegd in punt 9 van bijlage V NM van het NM-besluit. Het zo verkregen bedrag wordt aangevuld met een procentuele werkgeversbijdrage die begrensd is tot het in bijlage 3 van dit besluit vermelde percentage. Deze procentuele werkgeversbijdrage heeft betrekking op punten 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 en 11 van bijlage V NM van het NM-besluit. Deze toelage wordt verhoogd met maximaal een procent voor de gerechtvaardigde opleidingskosten en de kosten voor het toezicht op het betoelaagde personeel.

Indien uit het onderzoek van het dossier met bewijsstukken blijkt dat de procentuele werkgeversbijdrage 4 % lager ligt of gelijk is aan de procentuele werkgeversbijdrage in bijlage 10 van dit besluit, kan de administratie dit percentage met maximaal 4 % verminderen. Dit nieuwe percentage is van toepassing vanaf 1 januari volgend op de datum van bekendmaking door de administratie of het centrum.

Indien uit het onderzoek van het dossier met bewijsstukken blijkt dat de procentuele werkgeversbijdrage 4 % hoger ligt dan de procentuele werkgeversbijdrage in bijlage 10 van dit besluit, kan het College op voorstel van de administratie een afwijking toekennen vanaf 1 januari volgend op de datum waarop dit nieuwe percentage bekend is gemaakt. De vermeerdering moet gerechtvaardigd worden hetzij door een stijging van ten minste 25 % van het aandeel personen dat in categorie C is opgenomen, hetzij door een aanpassing van de bezettingsgraad in het weekend, de vakantie en op feestdagen.

Voor centra die na 1 januari 2011 zijn erkend, stemt de procentuele werkgeversbijdrage overeen met het gemiddelde van de procentuele werkgeversbijdragen voor hetzelfde type erkenning. Indien het nieuwe centrum minstens 75 % van de in categorie C opgenomen personen opvangt of huisvest, dan geniet het centrum het gemiddelde procent van de centra die minstens 75 % van de in categorie C opgenomen personen opvangen of huisvesten.

Het loonsupplement voor prestaties die 's nachts tussen 20 uur en 6 uur worden verricht en in aanmerking zijn genomen in de toelage voor personeelskosten, is vastgelegd op een jaarlijks maximum van 4 545 uren voor een centrum waarvan de erkende basiscapaciteit zonder lichte opvang lager of gelijk is aan 25 en waarvan minder dan 25 % van de gehandicapte personen in categorie C zijn opgenomen.

De toelage voor personeelskosten is beperkt tot de personeelsleden die zijn opgenomen in het betoelaagd personeelskadaster dat door het centrum is gevalideerd. Hiertoe bezorgt de administratie ieder centrum vóór 15 februari van het volgende jaar een tabel met alle betoelaagde en niet-betoelaagde personeelsleden. Het centrum valideert dit document uiterlijk op 15 maart.

Wanneer bij de aanwerving van een nieuwe werknemer in het psychologische, opvoedende, heropvoedende en sociale team, de gemiddelde anciënniteit van dat team in het desbetreffende centrum, in functie van de betoelaagde voltijdse equivalenten, aan de vooravond van de aanwerving van de nieuwe werknemer, meer dan tien jaar bedraagt, dan wordt de toelage voor de personeelskosten voor die werknemer geplafonneerd tot de kosten die overeenstemmen met die van een werknemer met maximaal vijf jaar anciënniteit. Wanneer de nieuwe werknemer de functie van hoofdopvoeder, opvoeder-groepsleider of licentiaat in de psychologie uitoefent, dan wordt de toelage voor personeelskosten geplafonneerd tot de kosten die overeenstemmen met die van een werknemer met maximaal tien jaar anciënniteit.

Onder nieuwe werknemer wordt verstaan, de persoon van wie de prestaties in het kader van zijn vorige arbeidsovereenkomst niet betoelaagd werden in het kader van het decreet van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Art. 27. In artikel 57 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. § 1. wordt vervangen door hetgeen volgt : « § 1. Wat het medisch personeel betreft, dekt de toelage :
 - de activiteiten van de dokters die een samenwerkingsovereenkomst afgesloten hebben met een VZW;
 waar minstens een centrum aan verbonden is;
 - de activiteiten van de dokters die aangenomen zijn onder arbeidscontract voor 1 januari 2003;
 - het medisch personeel dat in dienst treedt vanaf 1 januari 2003 is betoelaagd op basis van een V.T.E., de wekelijkse arbeidsduur wordt vastgelegd op 37 uur en volgens de hieronder vermelde maxima per uur :

30,85 euro voor een huisarts;

40,92 euro voor een specialist. »

2. een § 4 wordt ingevoegd, luidend als volgt : « § 4. Voor de toelage wordt rekening gehouden met een vergoeding die aan de betoelaagde directeurs wordt toegekend.

Deze vergoeding wordt toegekend als volgt :

- a) de directeurs die houder zijn van een universitair of gelijkgesteld diploma op 31 december 2000, krijgen een vergoeding van 5 % berekend op basis van hun jaarlijkse brutoloon;

b) de directeurs die niet-houder zijn van een universitair diploma, krijgen een vergoeding die overeenstemt met het verschil tussen hun barema en het barema van universitair directeur. »

3. een § 5 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5. De toelage wordt vermeerderd met de kosten van de boekhouding op voorwaarde dat de boekhoudkundige norm waarmee rekening is gehouden voor de toelage voor personeelskosten, niet volledig is opgebruikt.

In dit geval wordt het bedrag van de aanvullende toelage beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon dat is gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het barema van boekhouder, werkgeversbijdrage inbegrepen, rekening houdend met 1 924 werkuren per jaar. »

4. een § 6 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

§ 6. De toelage wordt vermeerderd met de kosten van het sociaal secretariaat of de kosten van de door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid erkende dienstverleners inzake loon- en salarisbeheer en op voorwaarde dat de norm van het administratief team waarmee rekening is gehouden voor de toelage voor personeelskosten, niet volledig is opgebruikt.

In dit geval wordt het bedrag van de aanvullende toelage beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon dat is gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het barema van boekhouder, werkgeversbijdrage inbegrepen, rekening houdend met 1 924 werkuren per jaar. »

5. een § 7 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 7. De toelage wordt vermeerderd met de wasserijkosten op voorwaarde dat de norm van het technisch personeel waarmee rekening is gehouden voor de toelage voor personeelskosten, niet volledig is opgebruikt.

In dit geval wordt het bedrag van de aanvullende toelage beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon dat is gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het barema van technicus, werkgeversbijdrage inbegrepen, rekening houdend met 1 924 werkuren per jaar. »

6. een § 8 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 8. De toelage wordt vermeerderd met de kosten voor het bereiden van de maaltijden op voorwaarde dat de norm van het technisch personeel waarmee rekening is gehouden voor de toelage voor de personeelskosten, niet volledig is opgebruikt.

In dit geval wordt het bedrag van de aanvullende toelage beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon dat is gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het barema van technicus, werkgeversbijdrage inbegrepen, rekening houdend met 1 924 werkuren per jaar. »

Art. 28. In hetzelfde besluit wordt een artikel 57bis ingevoegd, als volgt opgesteld :

« Art. 57bis. « De aanvaardbare kosten op het vlak van de toelage voor de personeelskosten kunnen de werkingstoelage rechtvaardigen, bepaald in afdeling 2 van dit besluit. »

Art. 29. In artikel 60 van hetzelfde besluit wordt § 1 vervangen door hetgeen volgt :

§ 1. De in artikel 59 voorziene bedragen worden verminderd om rekening te houden met het aantal werkdagen van afwezigheid van de volgende maand :

a) afwezigheidsdagen verantwoord door de begunstigde of diens ouders of diegenen die ermee belast zijn, met een maximum van 12 werkdagen per kalenderjaar;

b) afwezigheidsdagen verantwoord door een medisch attest;

c) afwezigheidsdagen verantwoord door een hospitalisatieattest;

d) afwezigheidsdagen verantwoord door een rechterlijke beslissing;

e) afwezigheidsdagen verantwoord zoals vermeld in de artikelen 29 en 30 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidscontracten zoals gewijzigd, met een maximum van 10 werkdagen;

f) afwezigheidsdagen wegens vakantie gedurende maximaal 24 werkdagen per kalenderjaar voor niet-schoolgaande volwassenen en tijdens de schoolvakanties voor de anderen;

g) afwezigheidsdagen verantwoord door een collectief evenement dat de onmogelijkheid met zich meebrengt zich naar het centrum te begeven, mits instemming van de administratie;

h) sluitingsdagen van het centrum die voortkomen uit de overdracht van een wettelijke feestdag;

i) pedagogische dagen die zijn vastgelegd in het collectieve plan van het centrum,

volgens de volgende formule : $A - 90 \% \text{ van } A \times B/C$;

j) afwezigheidsdagen in de maand waarin de persoonlijke prestatieovereenkomst begint of afloopt,

volgens de volgende formule : $A - 100 \% \text{ van } A \times B/C$

waarbij

A = de financiële bijdrage voorzien in artikel 59;

B = het aantal werkdagen van afwezigheid in de maand zoals gepreciseerd in dit artikel;

C = het aantal werkdagen van de maand in kwestie.

Art. 30. In artikel 62 van hetzelfde besluit wordt § 1 vervangen door hetgeen volgt :

§ 1. De in artikel 61 voorziene bedragen worden verminderd om rekening te houden met het aantal werkdagen van de volgende maand :

a) afwezigheidsdagen verantwoord door de begunstigde of diens ouders of diegenen die hem ten laste hebben, met een maximum van 12 werkdagen per kalenderjaar;

- b) afwezigheidsdagen verantwoord door een medisch attest;
- c) afwezigheidsdagen verantwoord door een hospitalisatieattest;
- d) afwezigheidsdagen verantwoord door een rechterlijke beslissing;
- e) afwezigheidsdagen verantwoord zoals vermeld in de artikelen 29 en 30 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidscontracten zoals gewijzigd, met een maximum van 10 werkdagen;
- f) afwezigheidsdagen verantwoord door een collectief evenement dat de onmogelijkheid met zich meebrengt zich naar het centrum te begeven, mits instemming van de administratie;
- g) afwezigheidsdagen tijdens de weekends en feestdagen, waarbij het weekend duurt van vrijdag 19 uur tot maandag 7 uur en de feestdag duurt van de vooravond 19 uur tot de daaropvolgende dag 7 uur;
- h) afwezigheidsdagen gedurende schoolvakanties voor de persoon met een handicap jonger dan 21 jaar of een schoolgaande persoon met een handicap ouder dan 21 jaar;
- i) afwezigheidsdagen vanwege vakantie voor de niet-schoolgaande persoon met ene handicap vanaf 21 jaar gedurende maximaal 24 werkdagen per kalenderjaar;
- j) sluitingsdagen van het centrum die voortkomen uit de overdracht van een wettelijke feestdag, volgens de volgende formule : $A - 90 \% \text{ van } A \times B/C$;
- k) afwezigheidsdagen in de maand waarin de persoonlijke prestatieovereenkomst begint of afloopt, volgens de volgende formule : $A - 100 \% \text{ van } A \times B/C$
- waarbij
- A = de financiële bijdrage voorzien in artikel 61;
- B = het aantal werkdagen van afwezigheid in de maand zoals gepreciseerd in dit artikel;
- C = het aantal werkdagen van de maand in kwestie.

Art. 31. In artikel 65 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. § 1 wordt vervangen door hetgeen volgt : « § 1. Er kan geen enkele bijkomende financiële bijdragen worden gevraagd voor de kosten voor personeel, werking of opvang, met uitzondering van de terugbetaling van de kosten verbonden aan de beschadiging van het materiaal of het goed dat aan de persoon met een handicap ter beschikking wordt gesteld. »

2. § 2 wordt aangevuld met hetgeen volgt : « h) vakantieverblijven volgens de voorwaarden bepaald in de gepersonaliseerde overeenkomst. »

Art. 32. In bijlage 2 bij hetzelfde besluit betreffende de toegelaten uitgaven voor de verantwoording van de toelage voor algemene kosten en de toelage voor persoonlijke kosten van de dagcentra en de verblijfscentra worden de volgende wijzigingen aangebracht :

Toelage voor persoonlijke kosten

| 1 | Zorgen | Dagcentra | Verblijfscentra |
|---|---|-----------|-----------------|
| | Externe toilet- en verzorgingsdiensten | X | X |
| 9 | Informatica | | |
| | Onderhoud en herstellingen informaticamateriaal (met inbegrip van eventuele elektronische aanpassingen) | X | X |
| | Informaticabehoeften (met inbegrip van eventuele elektronische aanpassingen) | X | X |

Toelage voor algemene kosten

7. Onderhoud en herstellingen

- Aankoop, onderhoud en herstellingen meubilair
- Aankoop, onderhoud en herstellingen kantoor materiaal
- Aankoop, onderhoud en herstellingen informaticamateriaal
- Aankoop, onderhoud en herstellingen rollend materieel

12. Overige exploitatiekosten

- Overige taksen en bijdragen.

Art. 33. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2013 met uitzondering van artikel 14, punt 1, 2 en 3 dat op 1 september 2012 van kracht gaat.

Art. 34. Het Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 september 2012.

Namens het College :

Ch. DOULKERIDIS,
Voorzitter van het College

E. HUYTEBROECK,
Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake
Bijstand aan Personen met een Handicap

« Bijlage 1 bij het besluit 2011/1267 van 27 september 2012 tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2006 betreffende de erkenning van en de toelagen aan dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen »

Bijlage 10 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2006 betreffende de erkenning van en de subsidies aan dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen »

| Centrum | Erkenning | Procentuele werkgeversbijdrage |
|---|-----------|--------------------------------|
| CENTRE ESPOIR ET JOIE | VCV | 74,76 % |
| CENTRE PIERRE JURDANT | VCV | 63,78 % |
| CEP FOUGERES | VCV | 69,56 % |
| CEP FREESIAS | VCV | 66,33 % |
| CLC BOIS DE SAPIN | VCV | 63,83 % |
| FACERE | VCV | 71,37 % |
| FARRA DERBY | VCV | 71,06 % |
| FOYER AURORE | VCV | 63,42 % |
| HADEP | VCV | 65,02 % |
| HAMA I | VCV | 64,73 % |
| HAMA II | VCV | 68,64 % |
| HAMA III | VCV | 67,54 % |
| IRSA (AUBIER) | VCV | 69,01 % |
| LA BASTIDE | VCV | 67,56 % |
| LES BOLETS | VCV | 69,50 % |
| MAISON DU TROPIQUE | VCV | 67,30 % |
| RESIDENCE LA FORET | VCV | 69,25 % |
| VCV = verblijfscentrum voor volwassenen | | |
| CENTRE ARNAUD FRAITEUR | VCK | 64,73 % |
| CHAPELLE DE BOURGOGNE | VCK | 63,16 % |
| CITE JOYEUSE | VCK | 64,77 % |
| CLC LES WEIGELIAS | VCK | 66,06 % |
| CREB OISEAU BLEU | VCK | 69,49 % |
| INSTITUT DECROLY | VCK | 62,72 % |
| IRAHM | VCK | 64,54 % |
| IRSA | VCK | 62,62 % |
| LA CLE | VCK | 64,36 % |
| LA PASSERELLE | VCK | 68,58 % |
| LE NID MARCELLE BRIARD | VCK | 74,47 % |
| LES CAILLOUX | VCK | 65,80 % |
| WAR MEMORIAL | VCK | 57,23 % |
| VCK = verblijfscentrum voor kinderen | | |
| ANAI | DCV | 50,03 % |
| CENTRE ESPOIR ET JOIE | DCV | 53,23 % |
| CEP FOUGERES | DCV | 52,87 % |
| CLC LES PLATANES | DCV | 51,92 % |
| FACERE | DCV | 51,15 % |
| FARRA DERBY | DCV | 52,81 % |
| FARRA FORET | DCV | 53,85 % |
| IRSA (AUBIER) | DCV | 49,85 % |

| Centrum | Erkenning | Procentuele werkgeversbijdrage |
|-----------------------------------|-----------|--------------------------------|
| LA BASTIDE | DCV | 51,74 % |
| LA BRAISE | DCV | 52,13 % |
| LA FAMILLE | DCV | 50,64 % |
| LA FORESTIERE | DCV | 52,09 % |
| LA FORET | DCV | 53,05 % |
| LE GRAIN | DCV | 51,91 % |
| LE PRETEXTE | DCV | 51,28 % |
| LES TROPIQUES | DCV | 49,92 % |
| LES VRAIES RICHESSES | DCV | 51,66 % |
| SESAME | DCV | 52,93 % |
| DCV = dagcentrum voor volwassenen | | |
| CREB EVEIL | DCK | 51,69 % |
| CREB SOLIDARITAS | DCK | 51,49 % |
| GRANDIR | DCK | 50,73 % |
| DCK = dagcentrum voor kinderen | | |

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2011/1267 van 27 september 2012 tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2006 betreffende de erkenning van en de toelagen aan dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. DOULKERIDIS,
Voorzitter van het College

E. HUYTEBROECK,
Lid van het College bevoegd voor het
Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2012 — 3643

[C - 2012/31786]

27 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté 2011/1268 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées modifié par les décrets des 5 février 2004, 9 juillet 2010 et 29 octobre 2010, les articles 36, 37, 38 et 64;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 28 novembre 2002, 1^{er} avril 2004, 14 juillet 2005, 22 septembre 2005, 21 septembre 2006, 21 novembre 2007 et 19 mars 2009;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé, donné le 5 octobre 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 14 décembre 2011;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du budget;

Vu l'avis n° 51.840/2/V du Conseil d'Etat, donné le 22 août 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 28 novembre 2002, 1^{er} avril 2004, 14 juillet 2005, 22 septembre 2005, 21 septembre 2006, 21 novembre 2007 et 19 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1. L'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit : « membre du Collège : le membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la politique d'aide aux personnes handicapées »;

2. L'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit : « arrêté du Collège du 18 octobre 2001 : arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 6 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le